

La

n° 46
avril 2003

Lettre

de l'asdifle

Association de didactique du français langue étrangère - 34, rue de Fleurus F-75006 Paris.
Téléphone et fax : 33 (0)1 45 44 16 89 - Courriel : asdifle@club-internet.fr - Site : fle.asso.free.fr/asdifle

Du 17 au 20 mars, à Libreville, se sont tenues les Assises de l'enseignement du français en Afrique. L'ASDIFLE, qui avait participé aux premières réunions de mise en place du projet, y était invitée par la FIPF. Vous trouverez en pages intérieures un compte rendu de ces journées par Pierre Dumont, qui en a été le président du conseil scientifique. De l'ensemble des débats, je retiendrai surtout la liberté de parole de la plupart des intervenants, la lucidité de leurs analyses, la maturité et la prudence de la réflexion en matière de politique linguistique. Il est apparu enfin comme une évidence que le problème de l'enseignement du français ne peut plus être dissocié de celui des langues nationales, mais que, pour autant, il ne suffira pas d'affirmer ce principe pour régler comme par magie les questions didactiques que cela implique. Les Africains ont du pain sur la planche, et les associations comme la nôtre auront sans aucun doute un rôle de recherche important à jouer.

Le 28 mars, c'est, en quelque sorte, un aspect du volet français de la question qui a été évoqué lors de la journée de l'ASDIFLE à l'Alliance française : le français langue d'intégration. Plus de cent participants ont suivi avec attention et parfois même passion les interventions du beau programme concocté par Geneviève Baraona. La suite les 24 et 25 octobre à Montpellier : retenez votre fin de semaine !

Intégration, partenariat des langues et des cultures, éducation... Nous tentons tous d'apporter notre petite contribution à l'édification d'un monde que nous voudrions plus juste pour tous.

Le 20 mars, c'était aussi la journée de la Francophonie.

Ce jour-là, de l'autre côté du monde, des bombes se sont mises à tomber...

Jean-Pierre Cug,
Président de l'asdifle

Les États généraux du français subsaharienne

Les premiers États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone se sont déroulés à Libreville (Gabon) du 17 au 20 mars 2003.

De la coexistence imposée par l'Histoire entre le français et les langues d'Afrique a émergé non la poursuite d'une guerre aux enjeux terriblement flous, mais la définition de principes d'action originaux et garants d'un développement durable, celui de l'École de demain. En effet, la reconstruction éducative passe par une revalorisation des langues et des cultures africaines. C'est ce principe intangible qu'ont approuvé tous les ministres de l'Éducation dans un Mémoire publié par la CONFEMEN qui s'est réunie à Libreville à l'occasion de ces États généraux. Introduction des langues nationales dans les systèmes éducatifs ne signifie pas exclusion du français, bien au contraire. Ont été également définis à Libreville de nouveaux objectifs, visant à prendre en compte l'appropriation de la langue française par ses locuteurs africains. L'Afrique participe de la Francophonie, c'est-à-dire, aussi, de la vie et du devenir de la langue française qui appartient à tous ceux qui la parlent et l'écrivent.

Les États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone ont réuni près de 800 personnes venues de seize États d'Afrique francophone : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Niger, RCA, RDC, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo.

Réunis à l'initiative de l'AIF (Agence Intergouvernementale de la Francophonie), de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie) et de la FIPF (Fédération Internationale des Professeurs de Français), de l'APFAOI (Association des Professeurs de Français d'Afrique et de l'Océan Indien), sous l'égide de l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), ces États généraux n'ont pas été " un colloque de plus " consacré à l'enseignement du français en Afrique.

C'est une véritable Révolution qui a eu lieu à Libreville. Tranquille, certes, mais Révolution tout de même. En effet, pour la première fois dans l'histoire de l'enseignement du et en français en Afrique francophone, le principe de l'introduction des langues africaines dans les systèmes éducatifs a été approuvé par TOUS les ministres de l'Éducation. Le Mémoire présenté par le ministre de l'Éducation nationale du Burkina Faso, président en exercice de la CONFEMEN, souligne " la nécessité de privilégier la diversité linguistique et culturelle au sein des systèmes éducatifs qui ont tout à gagner, d'un point de vue linguistique, pédagogique et didactique, à élaborer des stratégies éducatives incluant le bilinguisme fonctionnel. "

Cette idée-force s'est imposée à tous sans que s'installe une atmosphère de conflit entre les langues et entre leurs supporters. On peut affirmer aujourd'hui que l'Afrique francophone a accédé à la maturité linguistique et culturelle et que la guerre des langues n'aura pas lieu.

Tous les participants aux États généraux de Libreville, institutionnels francophones, décideurs mais aussi et surtout acteurs de terrain (à tous les niveaux, de l'école élémentaire à l'université) avaient bien conscience de l'importance de l'enjeu : il s'agissait d'œuvrer à la refondation des systèmes éducatifs en perdition depuis des décennies.

Décider d'introduire les langues africaines (langues nationales ou non, mais surtout langues du milieu auxquelles les apprenants sont quotidiennement exposés, car, contrairement à ce qu'on entend parfois ici ou là, la langue française est loin d'être la langue " maternelle " (voire " marâtre ") des enfants d'Afrique !) c'était aussi poser les bases d'une vision africaine de l'École. Cette vision n'a pas encore totalement émergé à Libreville, mais elle est en devenir. Intégrant français et langues africaines, cette nouvelle

de l'enseignement en Afrique francophone

17 - 20
mars
2003

École va enfin prendre en compte les valeurs culturelles africaines, y compris dans le domaine éducatif, si longtemps rejetées, ignorées, combattues. Forte de ses ambitions, mais aussi de ses devoirs et de ses responsabilités face au flux démographique, l'École d'Afrique va, enfin, permettre pour tous l'épanouissement d'une identité achevée fondée sur quelques principes intangibles : partenariat (c'est-à-dire réciprocité et refus de hiérarchisation) des langues-cultures en contact, appropriation du français (le Secrétaire Général de l'OIF, le Président Abdou DIOUF, a " reconnu " l'existence d'un " français d'Afrique " dont il ne faut pas " avoir honte ") à travers l'émergence de normes endogènes, mise en place de nouvelles structures de formation ainsi que de nouvelles filières universitaires (didactique des langues en contact) adaptées aux besoins des États, attention portée aux impératifs de la formation et de l'insertion professionnelles, etc.

Quatre jours de discussions très libres organisées au sein de tables rondes, d'ateliers-débats et de forums-témoignages ont permis à tous de s'exprimer et de confronter leurs idées et leurs expériences pour construire quelque chose ensemble. Personne n'a été oublié, ni les enseignants, ni les chercheurs, ni les formateurs, ni les représentants des médias (comme TV5), ni les spécialistes de la formation professionnelle (comme la CCIP, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris), etc.

C'est donc un immense espoir qui est né à Libreville où se sont rencontrés des femmes et des hommes engagés dans le même combat depuis des décennies. Mais il faut, désormais, que le faire succède au dire et, surtout, que les moyens nécessaires à la mise en chantier des 200 recommandations formulées par l'ensemble des participants soient dégagés le plus rapidement possible par les décideurs. Dans l'immédiat, un Comité de suivi doit être mis en place, sous l'égide de l'OIF, constitué de spécialistes connaissant parfaitement le terrain africain. Il s'agira, dans un premier temps, de publier les textes essentiels des États généraux (rapport de synthèse, discours officiels, conférences introductives, recommandations) puis de programmer les actions à venir dans tous les domaines abordés : articulation entre français et langues nationales, nature du français à enseigner, mise en place de nouveaux cursus et curricula, nouvelles structures de formation, etc.

Pierre Dumont

Professeur à Montpellier 3, Président du Conseil scientifique des États généraux de l'enseignement du français en Afrique subsaharienne francophone

Pour en savoir plus

FIPF
Fédération Internationale
des Professeurs de Français
www.fipf.org

APFAOI
Association des Professeurs
de Français d'Afrique et de
l'Océan Indien
Félix BIKOÏ
belalex.Cip@camnet.com

AUF
Agence Universitaire de
la Francophonie
www.auf.org

TV5
www.tv5.org

AIF
Agence Intergouvernementale
de la Francophonie
<http://agence.francophonie.org>

Colloques

20 et 21 juin 2003 : colloque de l'ADCUEFE. Évolution ou révolution dans l'accueil des étudiants étrangers. Nouvelle donne pour les Centres Universitaires de Français Langue Étrangère. Des profils d'étudiants aux réponses pédagogiques et institutionnelles.

Pour toute information :

Martine Fievet U.F.R. de Lettres
avenue du Doyen Poplawski

B.P. 1160

64013 PAU CEDEX

<http://perso.club-internet.fr/fleasso/adcuef/2003/coll.htm>

4 au 6 septembre 2003 : Le français langue étrangère et seconde entre singulier et pluriel, entre offre et demande; des paysages didactiques en contexte.

Le colloque de l'Institut de Touraine aura lieu à Tours.

Pour tout renseignement :

Institut de Touraine

1 rue de la grandière BP 2047

37020 Tours Cedex 1

Tél : (33 0) 2 47 05 76 83

Fax : (33 0) 2 47 20 48 98

www.institut-touraine.asso.fr/pop-up_fle.html

www.colloque_fle_tours@hotmail.com

Parutions

Sous la direction de GROUX, Dominique et HOLEC, Henri. L'identité plurielle. Mélanges offerts à Louis Porcher. L'Harmattan, 2003.

Sous la direction de GROUX, Dominique, avec la coordination de PEREZ, Soledad, PORCHER, Louis, RUST, Val D., TASAKI, Noritomo. Dictionnaire de l'éducation comparée, L'Harmattan, 2003.

MARQUILLO LARRUY, Martine. L'interprétation de l'erreur. Clé international, 2003.

A consulter en ligne sur internet :

Béacco, Jean-Claude et Byram, Michael. Guide pour l'élaboration des politiques linguistiques éducatives en Europe : De la diversité linguistique à l'éducation plurilingue.

Ce guide est disponible sur le site du Conseil de l'Europe :

www.coe.int

Divers

Former à enseigner une langue étrangère aux enfants

Un outil pratique pour les formateurs d'enseignants et les responsables pédagogiques

Conçu pour développer des compétences professionnelles fondamentales. Composé de fiches pratiques immédiatement exploitables en formation :

- fiches introductives pour aider à la préparation des interventions

- fiches activités pour animer les formations

- fiches de formation pour planifier des sessions de formation

- exercices pratiques et documents pouvant être reproduits et photocopiés

Facile d'emploi grâce à un système d'intercalaires sur lesquels se trouvent un résumé du dossier et la liste des fiches qui le composent.

Evolutif grâce à une mise à jour annuelle et des compléments d'information (bibliographie, forum de discussion, sessions de formation)

www.atalante-innov.fr

A noter dans vos agendas !

Assemblée générale de l'Asdifle

Judi 26 juin 2003 à 17 heures au CIEP de Sèvres à l'occasion du colloque annuel de la FIPF.

Les Rencontres : deuxième partie sur le français et l'insertion

Vendredi 24 et samedi 25 octobre 2003 à Montpellier.

Responsable de la publication des Actes : Michèle Grandmangin

Comité de rédaction : Sandrine Billaud, Michel Drouère, Elodie Védié, Renata Mirek, Louis Porcher.

Comité de publication : Jean Alayrangues, Jean-Pierre Cuq, Elisabeth Guimbretière, Michel Massacret.